



Secteur agricole canadien Prévisions du marché du travail jusqu'en 2025

L'écart de plus en plus important entre les besoins en main-d'œuvre et les effectifs nationaux disponibles dans le secteur agricole canadien posera des défis pour cet élément essentiel de l'économie canadienne dans les prochaines années.

Introduction

Ce secteur, qui regroupe la production agricole primaire, l'aquaculture, la transformation des aliments et des boissons, les fournisseurs d'intrants et de services, la distribution alimentaire, la vente au détail, la vente en gros et le secteur de la restauration, représente une force économique importante au Canada. Ce secteur d'activité emploie plus de 2,3 millions de Canadiens et représente un emploi sur huit au sein de l'économie canadienne, soit 12 % du total des emplois au Canada. Il génère plus de 108 milliards de dollars annuellement, soit 6,6 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada.

* Dans les données tirées de l'information sur le marché du travail, le secteur agricole canadien est divisé en 11 domaines de production : 1) apiculture; 2) aquaculture; 3) bœuf; 4) produits laitiers; 5) fruits et légumes de grande culture; 6) céréales et oléagineux; 7) culture en serre et en pépinière et floriculture; 8) volaille et œufs; 9) mouton et chèvre; 10) porcs; et 11) fruits de verger et de vigne.

Comme la demande mondiale pour des produits alimentaires et agricoles canadiens augmente, cette contribution à l'économie devrait aussi augmenter de manière importante.

Le secteur agricole primaire englobe 11 industries agricoles clés : la culture en serre et en pépinière et la floriculture; les céréales et les oléagineux; le bœuf; les fruits et légumes de grande culture; les fruits de verger et la vigne; le porc; l'aquaculture; les produits laitiers; la volaille et les œufs; le mouton et la chèvre; l'apiculture. Sans un secteur

En 2014, le secteur agricole et agroalimentaire canadien employait 2,3 millions de Canadiens.

Il est resté **26 400 postes** non pourvus dans le secteur agricole, ce qui lui a coûté **1,5 milliard de dollars**.

Sans les travailleurs étrangers, **59 000 postes** auraient été menacés, ce qui équivaut à **7 % de la main-d'œuvre**.

D'ici à 2025, le secteur aura besoin de près de 114 000 travailleurs en sus de la main-d'œuvre canadienne disponible.



primaire prospère, c'est l'ensemble de la chaîne de valeur agroalimentaire qui est menacé. Toutefois, ce secteur se heurte à des difficultés liées à la main-d'œuvre qui menacent sa croissance. Le manque persistant de travailleurs, surtout de travailleurs possédant les bonnes compétences et habitant les régions où sont offerts les emplois agricoles, représente la plus grande préoccupation des employeurs agricoles et des intervenants du secteur.

Pour mieux comprendre ces défis, le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (CCRHA) a mené un projet de recherche de trois ans portant sur l'information sur le marché du travail (IMT). Les résultats de cette recherche, combinés aux données recueillies auprès de tables rondes sur la chaîne de valeur des produits de base, d'associations industrielles, d'établissements d'enseignement et d'entreprises du secteur agricole et agroalimentaire, ont permis de définir les principaux problèmes contribuant aux pénuries de main-d'œuvre dans le secteur agricole canadien et les répercussions de ces pénuries sur le secteur d'ici à 2025.

Tendances en matière de main-d'œuvre 2004-2014

Entre 1990 et 2014, le secteur agricole canadien a connu les plus forts gains de productivité de tous les grands secteurs du pays.

Durant la deuxième moitié de cette période, le secteur agricole canadien a subi d'importants changements et de plus en plus d'exploitations ont été regroupées, ce qui a mené à des fermes moins nombreuses, mais beaucoup plus grosses. La gamme de produits dans le secteur agricole a également changé, car les exploitants agricoles se sont adaptés aux conditions changeantes du marché et ont su tirer parti de la technologie afin d'optimiser la valeur des terres arables du Canada. De plus, le secteur a enregistré une augmentation rapide de la productivité; les exploitants produisent désormais beaucoup plus avec moins de main-d'œuvre.

En 2014, il est resté 26 400 postes non pourvus dans le secteur agricole canadien, ce qui lui a coûté environ 1,5 milliard de dollars, ou 2,7 % des ventes.

Selon notre enquête auprès des producteurs et des employeurs agricoles qui ont été incapables de trouver suffisamment d'employés :

- **56 %** ont connu des retards de production
- **55 %** ont connu des pertes de production
- **46 %** ont connu des pertes de ventes

Les effets du regroupement des fermes et de l'augmentation de la productivité ont aidé à réduire le besoin d'une main-d'œuvre supplémentaire. Ainsi, la demande de main-d'œuvre du secteur a augmenté très lentement entre 2004 et 2014, soit une hausse estimée à 0,1 % par année.

Malgré la lente croissance de la demande de main-d'œuvre, la pénurie de travailleurs dans le secteur n'a cessé de croître. En 2004, le secteur comptait plus de 30 100 emplois en sus de la capacité en main-d'œuvre agricole nationale; en 2014, ce chiffre avait presque doublé, pour atteindre 59 000.

Pour remédier à ces pénuries de main-d'œuvre, le secteur agricole canadien a eu de plus en plus recours aux travailleurs étrangers. En 2014, le secteur a comblé environ les trois quarts de cette pénurie de main-d'œuvre à l'aide de cette source de travailleurs, et plus d'un travailleur sur dix au sein de la main-d'œuvre agricole du Canada (12 %) était un travailleur étranger.

Malgré tout, il est resté 26 400 emplois non pourvus dans le secteur en 2014, soit l'équivalent de 7 % de l'effectif du secteur durant la haute saison. Cette incapacité à pourvoir les emplois agricoles coûte au secteur la somme de 1,5 milliard de dollars en ventes perdues, ou 2,7 % des ventes, et a d'autres conséquences importantes. Notre enquête a montré que

56 % des producteurs ont connu des retards de production en raison du manque de travailleurs, et que 55 % ont connu des pertes de production. Les pénuries de main-d'œuvre influent également sur la croissance du secteur agricole canadien, alors que 40 % des producteurs canadiens rapportent avoir retardé ou annulé des plans d'expansion en raison d'un manque de travailleurs.



Prévisions du secteur jusqu'en 2025

D'ici 2025, la croissance du marché mondial des produits agricoles canadiens devrait faire augmenter la demande de main-d'œuvre. En particulier, la demande alimentaire mondiale croissante, notamment pour les protéines animales, sera un facteur important de croissance. De plus, la forte augmentation de la productivité du secteur devrait ralentir durant la période de prévision, ce qui fera augmenter encore davantage la demande de main-d'œuvre. Dans l'ensemble, la demande de main-d'œuvre du secteur agricole primaire canadien devrait augmenter en moyenne de 0,5 % par an au cours de la période de prévision.

En parallèle, la taille de la main-d'œuvre devrait diminuer, en raison principalement de la hausse du nombre de départs à la retraite et du faible nombre de jeunes travailleurs faisant leur entrée sur le marché du travail. Même si le vieillissement de la population active aura des répercussions sur l'ensemble des secteurs au Canada, la main-d'œuvre du secteur agricole est déjà beaucoup plus âgée que la moyenne des secteurs. De fait, plus de 16 % des travailleurs agricoles ont plus de 65 ans, contre 4 % pour l'ensemble de la main-d'œuvre. Il reste que 93 000 travailleurs du secteur devraient prendre leur retraite entre 2014 et 2025, soit l'équivalent de 27 % de la main-d'œuvre agricole actuelle, c'est-à-dire plus d'un travailleur sur quatre.

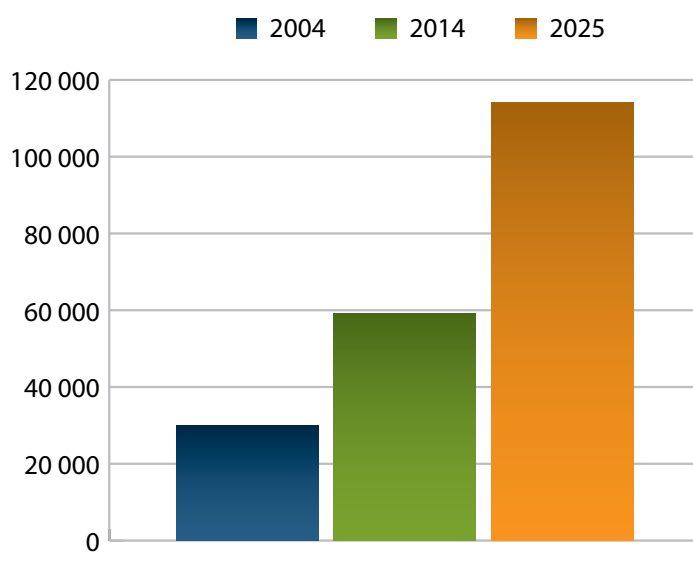
La baisse du nombre de jeunes qui sortent de l'école contribuera aussi de façon importante à la baisse de l'offre de main-d'œuvre dans le secteur dans les années à venir. Le nombre de Canadiens âgés de 15 à 24 ans devrait baisser dans les

années à venir, passant de 4,6 millions en 2013 à 4,4 millions en 2025. Dans toutes les provinces, à l'exception de l'Alberta et de la Saskatchewan, la population de jeunes devrait diminuer, ce qui fait que moins de jeunes que par le passé termineront l'école et chercheront du travail. Dans l'ensemble, environ 300 jeunes travailleurs de moins par an devraient entrer sur le marché du travail agricole durant la période de prévision.

Étant donné ces tendances démographiques, on s'attend à ce que la rareté de main-d'œuvre double, et quelque 114 000 emplois risquent de demeurer vacants d'ici à 2025. C'est l'équivalent de 27 % de la demande de main-d'œuvre totale, c'est-à-dire plus d'un emploi sur quatre.

Le secteur agricole canadien est confronté à une pénurie croissante de main-d'œuvre.

Nombre d'emplois qui risquent de demeurer vacants

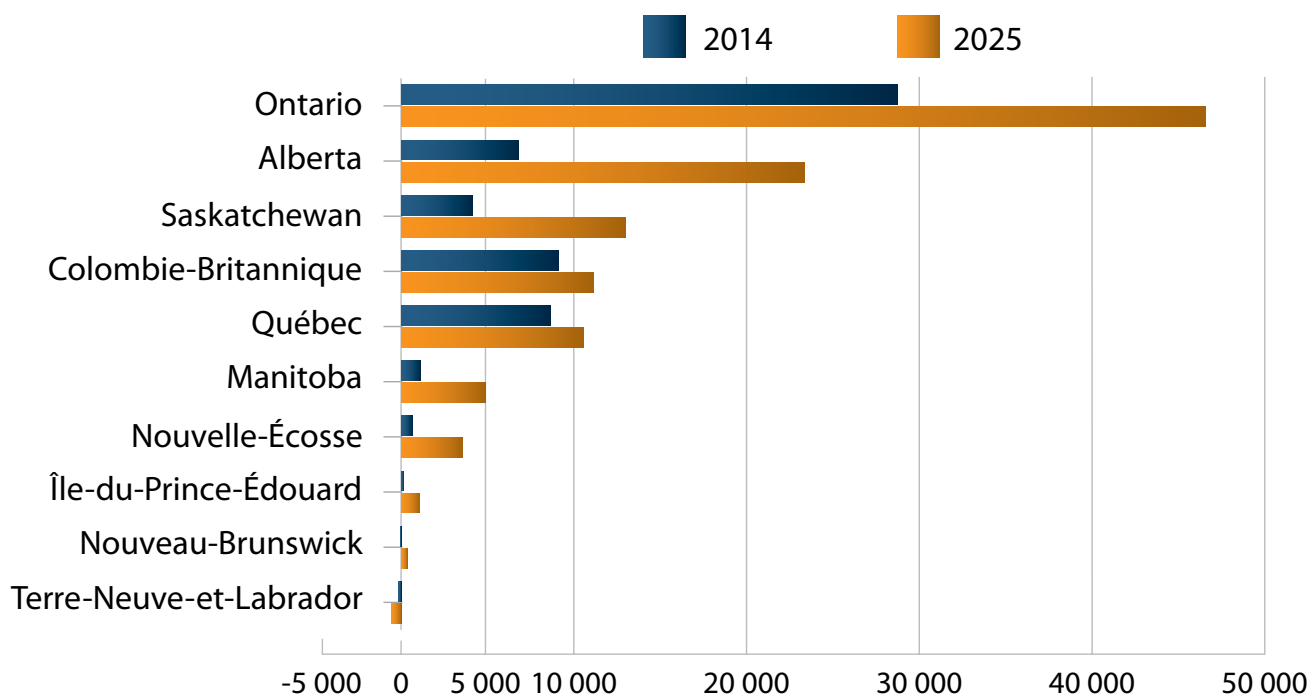


Aperçu à l'échelle provinciale

La pénurie de main-d'œuvre touchera chaque province de manière différente, et l'Ontario devrait compter environ 46 000 emplois non pourvus. L'Ontario détiendrait ainsi la plus grande part des emplois vacants de toutes les provinces, soit le double de l'Alberta, la province comptant la seconde part la plus importante. Cependant, c'est en Alberta que la pénurie augmente le plus rapidement : entre 2014 et 2025, elle aura plus que triplé, passant de 7 000 emplois non pourvus à 23 000. Les parts de la pénurie de main-d'œuvre revenant à la Colombie-Britannique et au Québec seront plus modérées, chaque province comptant 11 000 emplois qui risquent de ne pas être pourvus. À l'opposé, le Nouveau-Brunswick devrait afficher une pénurie de main-d'œuvre négligeable, alors que Terre-Neuve-et-Labrador devrait connaître un léger excédent de main-d'œuvre.



Changements attendus dans la part de la pénurie de main-d'œuvre, par province



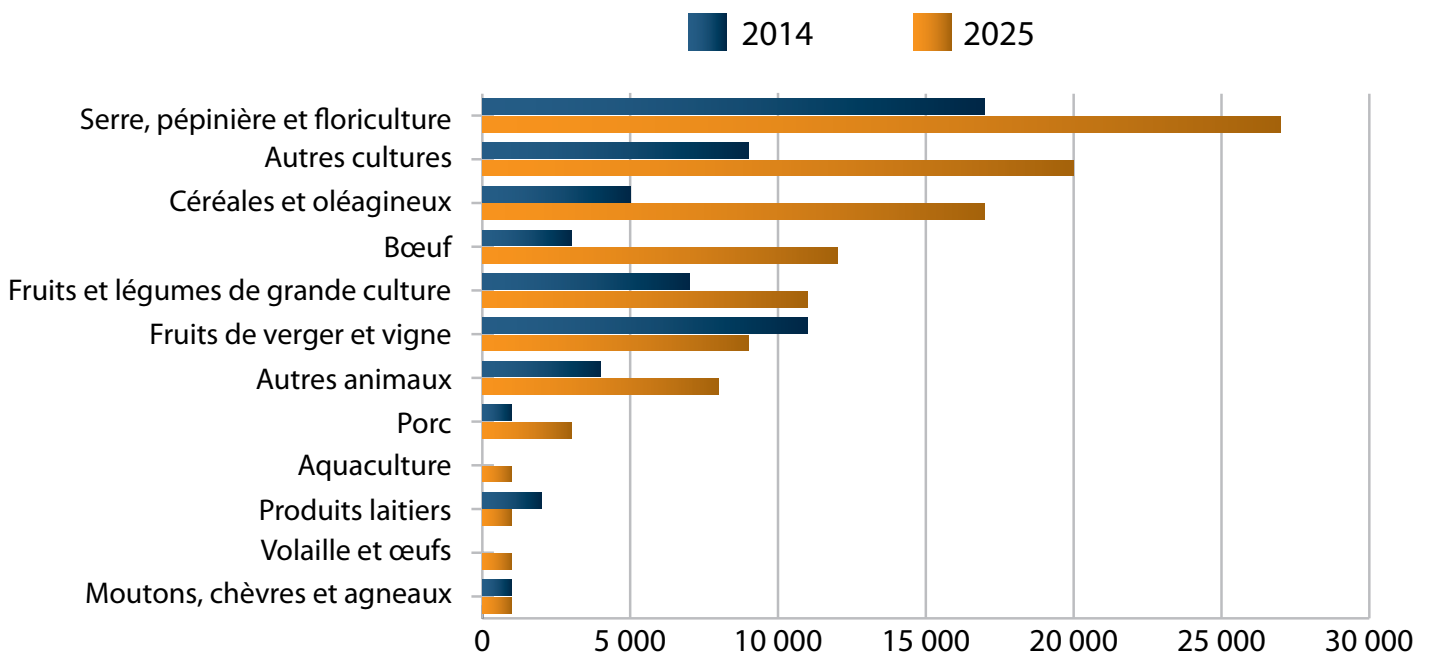
Survol des produits de base

Tous les groupes de produits de base connaîtront une pénurie de main-d'œuvre, mais à divers degrés. L'industrie de la culture en serre et en pépinière et de la floriculture continuera d'afficher la plus importante pénurie de main-d'œuvre. Avec plus de 27 000 emplois de plus que le nombre de travailleurs canadiens disponibles d'ici à 2025, ce groupe de produits de base représentera près du quart de la pénurie de main-d'œuvre du secteur. D'autres produits de base liés à l'horticulture continueront de souffrir d'une pénurie importante de main-d'œuvre. Toutefois, les producteurs de céréales et d'oléagineux et les éleveurs de bœuf enregistreront les plus fortes hausses en matière de pénurie de main-d'œuvre, et compteront pour une grande part de l'augmentation de la pénurie de main-d'œuvre du secteur dans son ensemble. De façon générale, les autres groupes de produits de base seront moins gravement touchés, bien qu'ils connaîtront tout de même une pénurie de



main-d'œuvre non négligeable par rapport à la demande totale de main-d'œuvre. De leur côté, l'industrie de la volaille et des œufs et l'industrie laitière représentent une faible part de la pénurie, et leurs marchés du travail devraient être les plus équilibrés au cours de la période de prévision.

Changements attendus dans la part de la pénurie de main-d'œuvre, par produit de base



Relever le défi

À l'avenir, de fortes perspectives de production et un besoin croissant de main-d'œuvre dans le secteur agricole canadien coïncideront avec une diminution du bassin de travailleurs canadiens. D'ici à 2025, le secteur sera vraisemblablement confronté au fait que 27 % de ses emplois ne pourront être pourvus par des travailleurs canadiens. Autrement dit, plus d'un emploi sur quatre pourrait demeurer vacant.

Si l'on tient compte du fait qu'en 2014, une pénurie de main-d'œuvre de seulement 7 % a entraîné des pertes de ventes se chiffrant à 1,5 milliard de dollars, cette situation pourrait avoir des conséquences importantes sur la rentabilité du secteur et son potentiel de croissance.

Le secteur agricole doit affronter une combinaison unique de défis en matière de main-d'œuvre.

- Le secteur affiche le deuxième plus haut taux de roulement parmi tous les secteurs canadiens. En 2014, le taux de roulement volontaire était estimé à 18,3 %, soit plus du double du taux moyen de roulement volontaire de 7,3 % pour l'ensemble des secteurs au Canada.
- La capacité du secteur à recruter et à maintenir en poste ses travailleurs est affectée par des facteurs comme la saisonnalité et les horaires variables, le déroulement de bon nombre des opérations agricoles en région rurale, la concurrence des autres secteurs pour les travailleurs, la nature physique du travail, et le manque de travailleurs ayant les compétences et l'expérience requises.



- L'âge plus élevé que la moyenne de la main-d'œuvre agricole devrait contribuer à la réduction de cette main-d'œuvre, 93 000 travailleurs (ou 27 % de la main-d'œuvre totale) devant partir à la retraite entre 2014 et 2025.
- Toutes les provinces, à l'exception de l'Alberta et de la Saskatchewan, connaîtront une réduction du nombre de jeunes. Entre 2014 et 2025, environ 300 jeunes travailleurs de moins par an devraient entrer sur le marché du travail agricole.

Ces défis sont importants et nécessitent un effort coordonné de la part des employeurs agricoles, des ministères, des établissements d'enseignement, des conseils sectoriels et des autres intervenants. Les données sur le secteur recueillies et analysées dans le cadre du projet IMT ont permis de trouver des pistes de solutions correspondant aux constatations du Plan d'action sur la main-d'œuvre, une feuille de route publiée par le groupe de travail sur la main-d'œuvre à la suite de vastes consultations menées auprès d'intervenants de l'industrie, y compris des tables rondes sur la chaîne de valeur des produits de base, des associations industrielles, des établissements d'enseignement et des entreprises du secteur agricole et agroalimentaire.



Voici quelques-unes des principales pistes de solutions définies par les intervenants de l'industrie et incluses dans le Plan d'action sur la main-d'œuvre :

- **Améliorer l'accès aux travailleurs étrangers** afin de compléter la main-d'œuvre nationale en baisse et de permettre aux employeurs d'obtenir la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour effectuer les travaux hautement saisonniers.
- **Attirer davantage de travailleurs canadiens** en faisant la promotion du grand nombre d'emplois agricoles divers disponibles dans tout le Canada, et en définissant des cheminements de carrière clairs pour les chercheurs d'emploi, les étudiants et les enseignants.
- **Accroître la sensibilisation aux carrières agricoles** et améliorer les efforts de recrutement et de maintien en poste grâce à un outil collectif de promotion des carrières et de formation destiné aux chercheurs d'emploi, aux étudiants et aux enseignants.
- **Améliorer les connaissances et les compétences des travailleurs** en améliorant la disponibilité et l'accessibilité des possibilités d'apprentissage, surtout dans les régions rurales où les opérations agricoles ont tendance à se dérouler.



- **Faire correspondre les ressources en matière de formation et les besoins du milieu de travail**, et répondre aux besoins en matière de formation en cours d'emploi afin de s'assurer que les étudiants d'aujourd'hui peuvent répondre aux besoins de demain.
- **Améliorer la gestion des ressources humaines** en donnant aux gestionnaires et aux superviseurs le soutien, les connaissances et la formation dont ils ont besoin pour améliorer les efforts de recrutement, d'embauche et de maintien en poste.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les tendances en matière de production et les défis liés au marché du travail dans le secteur agricole canadien, veuillez consulter le rapport sur la question à l'adresse www.AgrilMT.ca. Des rapports supplémentaires sont disponibles concernant chaque province et grand groupe de produits de base.

À propos de cette fiche de renseignements

Les données fournies dans cette fiche de renseignements sont tirées des résultats d'une étude de trois ans portant sur la situation du marché du travail dans le secteur agricole canadien. Les renseignements ont été recueillis de la façon suivante : modélisation de la demande et de l'offre de main-d'œuvre selon la province, le produit de base et la profession; enquête et entrevues auprès de plus de 1 000 intervenants du secteur; validation des résultats à l'aide de groupes de discussion et de webinaires. Pour lire le rapport sur la question, ou accéder à d'autres fiches de renseignements et rapports pour chaque province et produit de base, veuillez visiter le www.AgrilMT.ca.

L'étude a été entreprise par le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (CCRHA), un organisme sans but lucratif national qui s'occupe des questions relatives aux ressources humaines au sein des entreprises agricoles partout au Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Conseil et ses produits et services destinés au secteur agricole canadien, veuillez vous rendre à l'adresse www.cahrc-ccrha.ca.

Références photographiques : Alberta Milk, Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture, Fédération canadienne du mouton, Cyr Couturier, MOPANI, Pierre Pepin, Mary Robinson, Lydia Schouten, Lee Townsend, Casey Vander Ploeg.